

ARRÊTÉ

portant autorisation environnementale d'une installation classée pour la protection de
l'environnement

SARL DE LA PIERRE BLEUE à Saint Igeaux

Le préfet des Côtes d'Armor

- Vu** la directive européenne 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** la décision d'exécution 2017/302 de la commission européenne du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment les livres I et V et ses annexes ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU de KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes-d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 mai 2024 établissant le septième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2010, modifié le 19 février 2018, autorisant la SCEA DE LA PIERRE BLEUE, dont le siège social est situé au lieu-dit « Restelan » à Saint Igeaux, à exploiter à cette adresse, un élevage porcin de 3220 animaux équivalents ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 8 mars 2018 autorisant la SARL FRANCOIS GUEGAN, dont le siège social est situé au lieu-dit « Restelan » à Saint Igeaux, à exploiter à cette adresse, un élevage porcin de 2082 animaux équivalents ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 avril 2025, complété le 28 avril 2025, portant ouverture de l'enquête publique ;
- Vu** les accusés-réception du 14 novembre 2019 pour le passage de la SCEA DE LA PIERRE BLEUE en SARL DE LA PIERRE BLEUE et de la SARL FRANCOIS GUEGAN en SARL DE LA PIERRE BLEUE ;
- Vu** la demande présentée le 31 juillet 2024 et complétée les 30 août 2024 et 6 décembre 2024 par la SARL DE LA PIERRE BLEUE, en vue d'effectuer :

- le regroupement des 2 entités au nom de la SARL DE LA PIERRE BLEUE (ex SCEA DE LA PIERRE BLEUE et ex SARL GUEGAN) avec augmentation des effectifs soit 5401 places engraissement et 1991 animaux équivalents, la construction d'une porcherie et la mise à jour du plan d'épandage ;
- Vu** l'avis de l'autorité environnementale du 20 février 2025 ;
- Vu** les avis de la direction départementale des territoires et de la mer des 24 septembre et 16 décembre 2024 ;
- Vu** l'avis du service départemental d'incendie et de secours du 21 août 2024 ;
- Vu** l'avis de l'agence régionale de la santé du 1^{er} août 2024 ;
- Vu** le rapport de recevabilité de l'inspecteur de l'environnement du 25 février 2025 complété le 28 avril 2025 pour la mise en enquête publique du dossier ;
- Vu** la consultation des conseils municipaux de Saint Igeaux, Bon Repos sur Blavet, Gouarec, Lanrivain, Le Haut Corlay, Lescouet Gouarec, Plelauff, Plouguernevel, Plussulien, Rostrenen, Sainte Tréphine et Saint Nicolas Du Pelem ;
- Vu** l'enquête publique qui s'est déroulée du 13 mai 2025 au 13 juin 2025 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Saint Igeaux pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;
- Vu** le résultat de l'enquête publique et notamment l'avis favorable du commissaire-enquêteur avec recommandations ;
- Vu** le mémoire en réponse de l'exploitant au procès verbal de synthèse du commissaire enquêteur du 23 juin 2025 ;
- Vu** le rapport de présentation au conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de l'inspecteur de l'environnement du 11 août 2025 ;
- Vu** l'envoi en recommandé avec accusé de réception en date du 13 août 2025 transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral à la SARL DE LA PIERRE BLEUE, qui précise qu'elle peut faire part de ses observations éventuelles jusqu'au 1^{er} septembre 2025 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 4 septembre 2025 ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 modifiée ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant que l'élevage est déjà autorisé avec deux exploitations soumises à enregistrement ;

Considérant que le projet consiste à regrouper ces deux exploitations et à augmenter les effectifs ;

Considérant que l'effectif de porcs passera à 5401 places engraissement et 1991 animaux équivalents ;

Considérant que la modification est jugée substantielle au sens du code de l'environnement d'où la procédure d'autorisation environnementale suivie ;

Considérant que le plan de gestion des déjections répond à la réglementation ;

Considérant que les installations existantes et la construction en projet sont à distance réglementaire des tiers et des points d'eau ;

Considérant que la réserve incendie est en place ;

Considérant que les communes ont été sollicitées ;

Considérant que le pétitionnaire a répondu aux différents avis et demandes des services ;

Considérant que l'enquête publique s'est déroulée du 13 mai au 13 juin 2025 ;

Considérant que le commissaire enquêteur a donné un avis favorable au projet ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1 - La SARL DE LA PIERRE BLEUE, dont le siège social est situé au lieu-dit «Restelan» sur la commune de SAINT IGEAUX est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 1991 animaux équivalents (A.E.) et 5401 emplacements de porcs de production de plus de 30 kg.

Article 2 : Nature des installations

2.1. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A, E, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volum e autoris é	Unité du volume autorisé
3660	b)	A	Elevage intensif	Elevage de porcs	Nombre total d'emplacements	> 2000	1 place = 1 emplacement	5401	Emplacements
2102*	1	E	Elevage, vente, transit, etc. de porcs	Elevage	Animaux-équivalents	> 450	Reproducteur = 3 AE Porcelet sevré = 0,2 AE Porcs à l'engraissement et les jeunes femelles = 1AE	1991	AE

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ;

* Cette rubrique ne tient pas compte des animaux classés au titre de la rubrique 3660.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Liste des activités concernées par une rubrique de la nomenclature IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements) :

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
2150-2°	D	Rejet d'eau pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondante à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° supérieure ou égale à 20 ha 2° supérieure à 1ha mais inférieur à 20ha	Surface imperméabilisée et interceptée	2,5 ha

2.2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
SAINT IGEAUX	Porcin	ZI	96 et 97

2.3. - Effectifs autorisés

Type de production	Animaux équivalents	Effectif maximum en présence simultanée		Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers)	
		Sur Lisier	Sur Paille	Sur Lisier	Sur Paille
Truies, verrats, cochettes saillies	AE maternité : 264 AE gestante-verraterie : 1263	540		509	
Porcs charcutiers (>30kg)	5350	5350		14000	
Porcelets	464	2320		14500	
Quarantaine	51		51		153 (*)

** élevage en auto-renouvellement : cochettes produites entrées en quarantaine avant insertion au troupeau reproducteur.*

2.4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

3.1. – Effectifs

Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement, ...).

Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

3.2. – Alimentation biphase

3.2.1. – L'alimentation biphase est maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

3.2.2. – L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur de l'environnement les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

3.3. – Mode de production

Pour les places sur litière paillée/accumulée indiquées en article 2, le stockage du fumier se fera au champ

Article 4 : Prescriptions particulières relatives à la sécurité

4-1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

4-2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

4-3. - Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le SDIS et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

4-4. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 300 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

L'exploitant peut faire valider par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des moyens alternatifs de lutte contre l'incendie. À défaut et sauf préconisation plus contraignante du SDIS, les moyens réglementaires repris ci-dessus doivent être installés.

Dans tous les cas, la défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

Article 5 : Respect des meilleures techniques disponibles

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale qui s'appliquent à l'exploitation sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 b)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

Article 6 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages

L'exploitant est autorisé à prélever par deux forages prévus sur la parcelles ZI n° 93 et 97, un volume annuel brut total de : 9800 m³. L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux.

Ces forages doivent par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 1^{er} avril et au 31 octobre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe ;

Le suivi de la qualité des eaux prévu par l'arrêté du 15 avril 2021 doit être réalisé notamment en zone côtière et pour les forages concernés par une dérogation de distance, pour l'ensemble des paramètres définis.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées définies par l'arrêté du 15 avril 2021 permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

Article 7 : Autres dispositions

Les arrêtés préfectoraux des 8 mars 2018 au nom de la SARL François GUEGAN et du 1^{er} décembre 2010 et 19 février 2018 au nom de la SCEA DE LA PIERRE BLEUE sont abrogés.

Article 8 : Dispositions communes

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire.

Elle cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation ou si l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 9 : Publicité

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint Igeaux pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint Igeaux pendant minimum un mois ;
- adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté ;
- mise en ligne sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 10 : Délais et voie de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1° Par les exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour à la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé à monsieur le préfet des Côtes d'Armor - Direction Départementale de la Protection des Populations - service PRE - 9 rue du Sabot 22440 PLOUFRAGAN ;
- d'un recours hiérarchique adressé à madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques- Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 LA DEFENSE CEDEX ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours administratif ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au Préfet et s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 11 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous préfet de Guingamp, le maire de Saint Igeaux et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de Bon Repos sur Blavet, Gouarec, Lanrivain, Le Haut Corlay, Lescouet Gouarec, Plelauff, Plouguernevel, Plussulien, Rostrenen, Sainte Tréphine et Saint Nicolas Du Pelem.

Saint-Brieuc, le 08 SEP. 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Georges SALAÜN